



**handicap
international**
humanité & inclusion



La bannière installée du 2 au 27 juin sur Broken Chair face aux palais des Nations unies, par la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) et Handicap International.
© V.Vanniasingam / HI

Communiqué de presse
Juin 2025

Une bannière sur Broken Chair pour dire non au retour des mines

Genève, le 5 juin 2025. C'est la première fois depuis l'annonce de la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne de leur retrait du Traité d'interdiction des mines antipersonnel, que les États parties à ce traité se réunissent. Ce sera du 17 au 20 juin prochain à Genève. Handicap International et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel appellent les États à s'opposer fermement à leur départ.

Note aux rédactions : Interview possible de Daniel Suda-Lang, directeur de Handicap International Suisse

/ Contact presse

Marie Bro
m.bro@hi.org
078 729 43 30

handicap-international.ch



Cinq pays - la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne – ont annoncé en février et en mars derniers leur intention de quitter le Traité d'interdiction des mines et expriment leur volonté d'utiliser cette arme barbare pour faire face à une éventuelle offensive russe.

« S'ils se confirmaient, ces retraits seraient une première dans l'histoire du Traité d'Ottawa. L'interdiction des mines, qui tue et blesse à 85 % des civils, avait été obtenue de haute lutte en 1997 avec l'adoption du Traité d'Ottawa. Ce traité est aujourd'hui adopté par 165 États dans le monde et l'interdiction des mines antipersonnel est devenue une norme universelle. Le retrait annoncé de ces cinq pays marque un recul sans précédent du traité et une grave atteinte à la protection des civils dans les conflits armés » déclare Daniel Suda-Lang, directeur de Handicap International Suisse.

Une conférence cruciale pour défendre le Traité

La conférence qui se tiendra à Genève du 17 au 20 juin prochain réunira les États parties au Traité d'Ottawa. Elle a pour objectif de suivre les avancées des États parties dans la mise en œuvre du Traité et de ses obligations notamment sur la décontamination des terres, l'assistance aux victimes ou encore la destruction des stocks de mines antipersonnel.

« Dans ce contexte extrêmement tendu d'un point de vue géopolitique, nous ne remettons pas en cause la nécessité pour certains États européens de se préparer très concrètement à l'éventualité d'un conflit. Mais le choix des moyens de défense doit rester compatible avec le droit international humanitaire. Les mines antipersonnel ont une utilité militaire limitée, pour des conséquences qui sont toujours dévastatrices et à long terme sur les populations civiles. Le retrait de ces cinq pays concerne tous les autres États parties, qui doivent réagir et faire tous leurs efforts pour défendre le traité, tenir bon sur le respect du droit international humanitaire et empêcher le retour des mines antipersonnel » poursuit Daniel Suda-Lang.

Une mobilisation de grande envergure

Depuis le 2 juin, à quelques jours de l'ouverture de la Conférence, une bannière grand format est installée sur Broken Chair face aux palais des Nations unies, par la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL), avec le soutien de Handicap International.

Cette bannière représente un pied se posant sur une mine antipersonnel pour rappeler combien ces armes touchent indistinctement les populations civiles et les militaires. Elle appelle les cinq pays concernés à rester engagés dans le Traité d'Ottawa. Nous pouvons y lire :

« Les mines ne choisissent pas leurs victimes. 85 % des victimes de mines sont des civils. Estonie, Finlande, Lettonie, Lituanie : restez dans le traité d'interdiction des mines. »



Handicap International et ICBL demandent aux États :

- De réaffirmer leur engagement contre les mines antipersonnel
- De défendre le traité d'Ottawa de toutes leurs forces
- Et d'inciter l'Estonie, la Finlande, la Lettonie et la Lituanie à rester dans le traité d'Ottawa

La force du Traité d'Ottawa

Depuis sa mise en œuvre il y a plus de 25 ans, le Traité d'Ottawa a fait preuve d'une efficacité incroyable pour éradiquer les mines antipersonnel et protéger les civils dans les conflits armés. Il a permis de réduire le nombre de victimes de mines, qui est passé d'environ 25'000 par an en 1999 à moins de 5000 en 2023. Le nombre d'États et de régions contaminés a également diminué de manière significative, passant de 99 en 1999 à 58 en 2024.

Les mines antipersonnel aujourd'hui dans le monde

En 2023, 5757 personnes ont été tuées ou blessées par des mines antipersonnel ou des restes explosifs de guerre, une augmentation de 22 % par rapport à 2022 (4709 victimes). Les civils représentent 84 % des victimes enregistrées en 2023.

Des victimes de mines antipersonnel et de restes d'explosifs ont été enregistrées dans 55 États et autres régions en 2023. Les dix pays ayant enregistré le plus grand nombre de victimes en 2023 sont le Myanmar (1 003), la Syrie (933), l'Afghanistan (651), l'Ukraine (580) et le Yémen (499).

Des mines antipersonnel ont été utilisées par l'Iran, le Myanmar, la Corée du Nord et la Russie entre mi-2023 et octobre 2024. La Russie a largement utilisé les mines antipersonnel en Ukraine. Des informations crédibles indiquent que l'Ukraine, qui est partie à la convention d'Ottawa, a utilisé des mines antipersonnel à Izioum et dans ses environs en 2022.

Des groupes armés non étatiques dans au moins cinq États - Colombie, Inde, Myanmar, Pakistan et Palestine (Gaza) - ont également utilisé des mines antipersonnel.

A propos de HI

[Handicap International \(HI\)](#) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis près de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent « Handicap International » dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et « Humanité & Inclusion » au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.